



UNE INITIATIVE DE SON
ALTESSE ROYALE
LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG

POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES ZONES SENSIBLES

où
en
est-
on?

STAND SPEAK RISE UP! - BIARRITZ 2022

ÉDITORIAL

S.A.R. la Grande-Duchesse
de Luxembourg



« LUTTER CONTRE LE VIOL COMME ARME DE GUERRE, N'EST PAS
UNIQUEMENT LE COMBAT DES FEMMES, C'EST LE COMBAT DE TOUS. »

En 2019, lors du Forum de Luxembourg, nous avons toutes et tous été bouleversés par les témoignages poignants de 50 survivantes. Leur courage et leur dignité nous avaient impressionnés. Ces femmes ont commencé à se relever de l'horreur qu'elles ont vécue, elles ont témoigné, dénoncé leurs agresseurs, lutté pour retrouver une place et une dignité, pris soin de leurs enfants nés de ces viols, et trouvé la force de se reconstruire un avenir... C'est à leurs côtés et pour elles que j'ai décidé de poursuivre la lutte contre les violences sexuelles en créant une association qui agit en leur faveur : Stand Speak Rise Up!.

J'ai voulu une association dans l'action concrète, engagée, avec l'idée que l'indignation ne suffit pas. Avec également la certitude que nous devons mettre les victimes, les survivantes, au cœur de la démarche, leur donner la parole, les rendre « actrices », en respectant le mot d'ordre « rien sur nous, sans nous ». Paradoxalement, la période Covid a accéléré les actions de notre association puisque nous avons dû inventer avec les survivantes, des moyens pour les aider à surmonter une période d'isolement terrible. Cela a confirmé que l'autonomie financière est une clé : en les aidant à devenir propriétaires de leurs terres, de leurs commerces et de leurs maisons, elles renouent avec leurs communautés, reprennent possession de leurs corps et guérissent leurs esprits.

Mais face à une violence qui ne faiblit pas, et qui touche à nouveau tous les continents, nous devons avoir une démarche holistique, c'est-à-dire traiter l'ensemble des sujets liés au viol comme arme de guerre.

Nous devons agir à la fois sur le cadre juridique international et national, sur la poursuite des criminels, sur la condamnation des États qui laissent faire, sur l'aide à l'autonomie financière et sociale des victimes, sur leur accès à la justice, sur les actions de réparations physiques et psychologiques, sur l'éducation, sur l'accompagnement au long terme des conséquences de ces actes barbares, et notamment des enfants nés de ces viols.

Stand Speak Rise Up! entend ainsi aider à animer un réseau d'acteurs engagés, leur donner la parole, comprendre les problématiques, aider à la prise de conscience. C'est le sens de ce livret, que je vous invite à découvrir. Au fil de ses pages, vous y trouverez des contributions d'experts, de juristes, d'humanitaires, de médecins et de survivantes qui partagent leurs analyses et leurs expériences afin de nous donner un panorama des actions engagées et de celles qui restent à mener.

Lutter contre le viol comme arme de guerre, n'est pas uniquement le combat des femmes, c'est le combat de tous. Il nous reste encore du chemin à parcourir, mais plus nous serons nombreuses et nombreux, plus nous pourrons faire bouger les lignes. C'est ensemble que nous réussirons à mettre un terme au viol comme arme de guerre, ce fléau terrible.

Votre soutien est crucial et je vous remercie chaleureusement et du fond du cœur de votre aide dans ce combat majeur.

S.A.R. LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

UN ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR



UNE INITIATIVE DE SON
ALTESSE ROYALE
LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG



STAND SPEAK RISE UP!

L'association Stand Speak Rise Up! est née à la suite de la conférence internationale contre le viol comme arme de guerre et contre les violences sexuelles en zones sensibles, regroupant notamment 50 Survivantes et plus de 1200 personnes au Luxembourg les 26 et 27 mars 2019, à l'initiative de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg.

Depuis, l'association organise des rencontres et expositions pour sensibiliser le grand public sur cette thématique et le sort des survivantes. En plus de son rôle de plaidoyer, l'association finance des projets concrets pour favoriser l'indépendance économique des survivantes à travers le monde.

LA FONDATION DU GRAND-DUC ET DE LA GRANDE-DUCHESSE

Depuis sa création en 1981, la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse œuvre en faveur de l'intégration sociale des personnes vulnérables. Sous l'impulsion de sa Présidente, S.A.R. la Grande-Duchesse, la Fondation combat toute forme d'exclusion, que ce soit au Grand-Duché ou à l'étranger, en contribuant au financement de projets dans le domaine social et humanitaire.

Sur le terrain international, la Fondation finance la réalisation de projets de développement et d'aide humanitaire en étroite collaboration avec des partenaires bien ancrés sur le terrain.

En collaboration avec

Ville de
BIARRITZ

LA VILLE DE BIARRITZ

La Ville de Biarritz est tout particulièrement honorée d'avoir été choisie par la Grande-Duchesse de Luxembourg pour accueillir l'association Stand Speak Rise Up!, car les violences sexuelles faites aux femmes dans les zones sensibles sont tristement d'actualité.

Ce combat doit être celui de l'humanité entière tant ces pratiques sont condamnables et insupportables : éveiller les consciences de toutes les générations et sur tous les territoires est donc particulièrement indispensable.

« En recevant cette manifestation, j'ai souhaité, au nom des Biarrottes et des Biarrots, l'engagement de Biarritz dans cette noble cause. » Maider Arosteguy, Maire de Biarritz.

HÔTEL DU PALAIS
BIARRITZ

L'HÔTEL DU PALAIS

L'Hôtel du Palais est fier de soutenir cette année l'association Stand Speak Rise Up!, initiative de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg. Nous sommes honorés de nous engager activement dans sa soirée caritative en contribuant en termes d'hébergement et de réception à l'organisation de celle-ci. C'est une évidence pour l'Hôtel du Palais d'être partenaire aux côtés de S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg dans son combat contre le viol comme arme de guerre et les violences sexuelles faites aux femmes dans les zones les plus sensibles dans le monde.

NOS GRANDS MÉCÈNES



FOYER



FONDATION ENGIE



ATOZ



BGL BNP PARIBAS

Moët Hennessy

MOËT HENNESSY



NOS PARTENAIRES



CHÂTEAU HAUT-BRION CLARENDELLE

Fournisseur des vins

Moët Hennessy

MOËT HENNESSY

Fournisseur de l'apéritif



OLATU

Fournisseur des jus pour l'apéritif



DATXA

Fournisseur de Kombucha pour l'apéritif



NICOLAS OUCHENIR

Artiste calligraphe



BALLET MALANDAIN

Performance artistique



LE BASQUE & INÈS URQUIJO

Conception florale de la soirée



OPEN PRINT

Fournisseur d'impressions



ACE EVENT

Prestataire technique



BAILLARDRAN

Fournisseur de canelés

LAURENT WALTZER
Performance artistique

AVEC LE SOUTIEN AMICAL DE CHARLOTTE DE TURCKHEIM ET STÉPHANE BERN





SOMMAIRE

L'ASSOCIATION STAND SPEAK RISE UP!	8
LES PROJETS SOUTENUS PAR STAND SPEAK RISE UP!	10
ETAT DES LIEUX	12
La terrible réalité des violences sexuelles dans les zones sensibles	
> Soigner le corps et l'esprit, Dr Denis Mukwege	
> Le rôle des institutions internationales, Pramila Patten	
> Nouveaux défis, nouvelles réponses, Pr. François Heisbourg	
Des stratégies concrètes pour mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits	15
> Innover pour mieux répondre : le numérique au service des victimes de violence sexuelles liées aux conflits, Céline Bardet	
> Les actions doivent accompagner les mots – le travail pour éradiquer les violences sexuelles dans les conflits reste considérable, Peter Maurer	
> La contribution des ONG à la lutte contre l'impunité des violences sexuelles en conflit, Philip Grant, Chiara Gabriele	
Le choc Ukrainien : la cruauté à nos portes	18
> Le corps des femmes ukrainiennes : un champ de bataille - Olena Suslova et Iryna Dovhan	
Guérison et justice pour les survivantes	19
> Prise en charge médicale des victimes de violences sexuelles - Raphaël Pitti	
> De bonnes pratiques pour la prise en charge du témoignage des survivantes - Miriam Lewin	
> La quête de réparation pour et par les survivantes - Angela Escobar	
Les enfants nés du viol de guerre : victimes trop souvent oubliées	22
> L'importance de l'éducation dans la reconstruction des survivantes et de leurs enfants nés du viol - Sylvia Acan	
> Le statut des enfants nés du viol de guerre - Ajna Jusić	
Reconquérir sa place dans la société grâce à l'autonomisation économique	24
> Les bénéfices de la microfinance pour les survivantes - Armande Mahabi	
> L'importance du soutien de Stand Speak Rise Up! aux survivantes - Tatiana Mukanire	
Poursuivre la lutte et faire évoluer le regard de la société	26
> Le viol, de la dénonciation à la reconnaissance : un crime contre les femmes, un crime contre l'humanité - Elisabeth Nicoli	
Cartographie des violences sexuelles liées aux conflits armés dans le monde	28
Nos intervenants et porteuses de projets	30

L'ASSOCIATION STAND SPEAK RISE UP!

Sujet tabou, l'utilisation du viol comme arme de guerre est une bombe à retardement qui fragmente les sociétés et empêche l'émergence d'une paix durable.

Stand Speak Rise Up! vise à dénoncer le viol comme arme de guerre, empêcher sa prolifération et soutenir les victimes dans leur travail de reconstruction et leur besoin de justice. Elle agit comme « porte-voix » pour les victimes mais aussi les porteurs de solutions. Elle organise ainsi des rencontres régulières autour de thématiques précises, en conviant à la fois des survivantes et des experts internationaux.

L'objectif est de dresser des constats factuels, de proposer des solutions et d'agir auprès des instances internationales afin de faire bouger les lignes. Le programme de l'association a été développé autour de plusieurs thématiques directement définies lors du premier forum de Luxembourg avec les survivantes et les spécialistes :

- soigner les blessures physiques, psychologiques ;
- mettre fin au stigma pour les victimes ;
- unifier les règles et les lois pour la justice ;
- réparer les préjudices ;
- développer la technologie et la finance au profit des victimes ;
- améliorer l'inclusion des enfants nés du viol.

L'initiative **Stand Speak Rise Up!** est un appel aux représentants des organisations nationales et internationales et à la société civile à se rallier derrière les survivantes pour soutenir leur cause et renforcer les moyens d'action. Mettre un terme à l'impunité des auteurs et des commanditaires de crimes de violences sexuelles dans les zones sensibles doit être une priorité internationale !

**« METTRE UN TERME À L'IMPUNITÉ DES AUTEURS ET DES
COMMANDITAIRES DE CRIMES DE VIOLENCES SEXUELLES DANS LES
ZONES SENSIBLES DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ INTERNATIONALE ! »**

S.A.R. la Grande-Duchesse



NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Présidente
S.A.R La Grande-Duchesse
de Luxembourg



Secrétaire général
Stéphane Bern
Journaliste et Animateur



Trésorière
Chékéba Hachémi
Fondatrice et Présidente
Afghanistan Libre



Dr Denis Mukwege
Gynécologue et militant
des droits des femmes
Prix Nobel de la Paix 2018



Céline Bardet
Fondatrice et Présidente
We are NOT Weapons of War



Professeur Muhammad Yunus
Fondateur
Grameen Bank



Peter Maurer
Historien et ancien Président du
Comité international de la Croix-Rouge



Charles Margue
Sociologue et membre de la
Chambre des Députés (Déi
Gréng)



Hugues Dewavrin
Président de la Guilde
du Raid et Gérant de
Dp Investissements



Véronique Olmi
Ecrivaine, scénariste, co-fondatrice
du Festival "Paris des Femmes"



Dr Raphaël Pitti
Médecin et professeur de médecine
d'urgence et de catastrophe



Feride Rushiti
Fondatrice du Centre pour la réhabilitation
des victimes de la torture au Kosovo



Dr Frédéric Tissot
Chargé d'enseignement, médecin et
ancien consul général
de France à Erbil

> Ainsi que notre comité
scientifique très actif



**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
LORS DES PREMIÈRES
RENCONTRES DE L'ASSOCIATION
EN NOVEMBRE 2019**

STAND SPEAK RISE UP! EN CHIFFRES

A QUOI SERVENT LES FONDS COLLECTÉS ?

+ DE 1 000
FEMMES SOUTENUES
DIRECTEMENT

13 PROJETS
FINANCÉS

+ DE 350 000€
COLLECTÉS

+ DE 350 FOYERS
SOUTENUS

+ DE 4 000 PERSONNES
SOUTENUES
INDIRECTEMENT



Une distribution de kits d'hygiène au Soudan du Sud en mai 2022 à l'association Hope Restoration South Sudan soutenue par Stand Speak Rise Up!

NOS ZONES D'INTERVENTION DANS LE MONDE

AFGHANISTAN
UKRAINE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
SINJAR (IRAK)
SOMALIE
ZIMBABWE
GUINÉE
SOUDAN DU SUD
OUGANDA
BOSNIE HERZÉGOVINE
NICARAGUA
LUXEMBOURG



DEPUIS 2019, S.A.R. LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG A MENÉ À TRAVERS STAND SPEAK RISE UP! DES ACTIONS DIRECTES DE SOUTIEN AUX SURVIVANTES DANS 9 PAYS DIFFÉRENTS.

QUELS TYPES DE PROJETS ?

1. Aide d'urgence aux survivantes ukrainiennes
2. Soutien à la réhabilitation de l'hôpital de Panzi, RDC
3. Formations à différents corps de métier
4. Soutien à la production et à la commercialisation des produits des survivantes
5. Campagnes de sensibilisation
6. Soutien à la scolarité d'enfants nés du viol
7. Aide d'urgence dans le contexte de la Covid-19
8. Création de groupes de soutien par les survivantes de retour chez elles après le forum
9. Actions de plaidoyer menées par S.A.R. la Grande-Duchesse

A QUOI SERT VOTRE DON ?

LA TOTALITÉ DES RECETTES RÉCOLTÉES À L'OCCASION DE CET ÉVÉNEMENT FINANCIERA LES INITIATIVES STAND SPEAK RISE UP!



PROJET D'URGENCE CONSACRÉ AUX SURVIVANTES UKRAINIENNES

2022

Depuis le début de l'invasion armée de l'Ukraine par la Russie en 2022, de nombreux témoignages nous sont parvenus attestant des violences sexuelles commises contre les femmes et filles ukrainiennes. Stand Speak Rise Up! s'investit concrètement auprès des Ukrainiennes, qu'elles soient en Ukraine, sur leur route de transit vers un lieu plus sûr ou au Luxembourg. Afin de répondre à leurs besoins, Stand Speak Rise Up! met en place un projet holistique avec des partenaires locaux les aidant notamment dans trois domaines : juridique, médico-psychologique et matériel.



SOUTIEN À LA FONDATION PANZI POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Le forum international Stand Speak Rise Up! de 2019 a initié plusieurs projets en faveur de la **Fondation Panzi**. Cette fondation, créée par le **Dr Mukwege** à l'hôpital à Bukavu (RDC), a pour but de prendre en charge les victimes de violences sexuelles dans une approche holistique : soins médicaux, suivi psycho-social, réinsertion sociale et prise en charge juridique. Stand Speak Rise Up! a initié des collaborations au profit de Panzi, notamment avec la **Fondation Engie**, la **Croix-Rouge luxembourgeoise**, et **La Guilde du Raid** lors de la crise de la COVID. Aujourd'hui encore, Stand Speak Rise Up! souhaite s'engager auprès de la Fondation Panzi pour venir en aide aux survivantes avec des projets concrets pour contribuer à leur réinsertion et autonomisation économique.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2020 Soutien aux survivantes du territoire de Kabare, élevage, plantation de légumes et matériel de protection pour 40 survivantes pendant 6 mois, par le biais du Mouvement des Survivant.e.s de Viols et de Violences Sexuelles en RDC.

2021 Le projet se poursuit pendant 1 an avec 60 survivantes supplémentaires à Goma.

2022 Vu les résultats, le projet est reconduit pour 1 an avec 100 survivantes en agriculture et 30 survivantes en pisciculture.



PROJET BACKUP DE WE ARE NOT WEAPONS OF WAR

En mars 2019, lors du forum Stand Speak Rise Up!, la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse s'engage aux côtés de Céline Bardet et l'association We are NOT Weapons Of War, dans la mise en place de l'application « BackUp ». **Cette application mobile permet à la fois le signalement de victimes du viol de guerre, la coordination des professionnels impliqués sur cette question, et la collecte de données fiables.** Grâce au forum, WWoW a pu rencontrer d'autres investisseurs. Aujourd'hui, l'application est déployée en urgence dans le cadre de la guerre en Ukraine et nécessite encore des aides financières pour son développement, sa maintenance et le suivi terrain que cela implique.

AINSI QUE D'AUTRES PROJETS EN COURS...

OÙ EN EST-ON DANS LE MONDE ?

Des contributions de spécialistes, experts, survivantes pour donner un aperçu de l'évolution de la situation du viol comme méthode de guerre dans le monde et du sort des enfants nés du viol.

LA TERRIBLE RÉALITÉ DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES ZONES SENSIBLES



« *Les survivantes ont droit non seulement à des soins holistiques mais aussi à la justice* »

Dr Denis Mukwege

Soigner le corps et l'esprit

DR DENIS MUKWEGE

GYNÉCOLOGUE, PRIX NOBEL DE LA PAIX 2018, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

L'indifférence et l'inaction ont trop longtemps prévalu mais depuis l'adoption des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le lien entre violences sexuelles, paix et sécurité est établi et les violences sexuelles utilisées comme méthode de guerre peuvent être qualifiées de crime de guerre, de crime contre l'humanité, voire d'acte constitutif du génocide. Il s'agit d'une grande avancée d'un point de vue normatif. Cependant, les violences sexuelles liées aux conflits sont toujours d'actualité, et leurs conséquences demeurent dramatiques. Les réponses à ce fléau restent sous-financées et la culture de l'impunité prévaut largement.

La société se doit d'assurer une prise en charge globale des survivantes ainsi que de garantir la non-répétition de ces crimes. Ainsi, nous avons mis en place les one-stop centers, des lieux où les survivantes bénéficient d'un accompagnement personnalisé et centré sur leurs besoins, incluant une prise en charge médicale, psychologique, socio-économique et juridique. Ces femmes sont alors outillées pour devenir autonomes, elles reprennent confiance en elles et nous voyons certaines devenir activistes pour leurs droits, ceux de leurs enfants et de leurs communautés.

Pour lutter contre la prolifération des violences sexuelles, il faut en revenir aux racines, et s'attaquer aux stéréotypes de genre en faisant évoluer les mentalités au sein de l'ensemble de la société. Les violences sexuelles étant déjà perpétrées en temps de paix, la guerre ne vient que les exacerber. Dès leur plus jeune âge, les enfants doivent être sensibilisés à l'égalité entre tous, et cette sensibilisation doit continuer au long de la vie, afin de soigner la société de ce mal qui gangrène la société depuis des générations : le patriarcat.

Enfin, les survivantes ont droit non seulement à des soins holistiques mais aussi à la justice, à la vérité et à des réparations. La justice a un rôle déterminant à jouer dans la prévention de la violence, la garantie de non-répétition de celle-ci, et le maintien du tissu social. De plus, la reconnaissance de ce qu'elles ont vécu permet aux survivantes de parachever leur processus de reconstruction.

C'est pourquoi nous lançons un appel aux États à se mobiliser contre les individus et les gouvernements qui permettent que les violences sexuelles soient commises en toute impunité. Main dans la main avec les Survivantes du Réseau SEMA et la Fondation Mukwege, nous avons initié une Déclaration des Survivantes sur l'élimination de l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre ainsi qu'un guide pour les États sur les obligations internationales existantes en matière de prévention, de réponse et de répression. Nous croyons fermement que ces outils viendront amplifier la prise de conscience globale et entraîner une volonté politique internationale pour apporter des réponses robustes aux violences sexuelles liées aux conflits et mettre fin à l'impunité qui les entoure.

Les survivantes ne veulent plus entendre les discours bien-pensants des responsables politiques, elles attendent la traduction de tous ces engagements en actions et en résultats concrets pour établir une fois pour toutes une ligne rouge contre l'utilisation des violences sexuelles dans les conflits.



« Nous devons
convertir une culture
séculaire d'impunité
en une culture de
responsabilité. »

Pramila Patten

Le rôle des institutions internationales

PRAMILA PATTEN

REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES CHARGÉE DE LA QUESTION DES VIOLENCES SEXUELLES COMMISES EN PÉRIODE DE CONFLIT, CONSEILLÈRE HONORAIRE DE STAND SPEAK RISE UP!

Le dernier rapport du Secrétaire Général sur les violences sexuelles liées aux conflits pour l'année 2021 démontre que la violence sexuelle continue d'être utilisée comme tactique de guerre, moyen de torture, tactique terroriste, et répression politique, et reste l'arme la moins chère et la plus efficace pour briser à la fois un individu et sa communauté entière.

Les causes profondes de la violence sexuelle liée aux conflits, notamment la militarisation et la prolifération des armes, l'impunité, l'effondrement des institutions, les inégalités structurelles fondées sur le genre et les normes sociales néfastes, ont été exacerbées ces dernières années par une confluence de crises humanitaires, sanitaires, politiques, et sécuritaires, avec pour résultats, une généralisation et systématisation de la violence sexuelle liée aux conflits.

La résolution 2467 adoptée par le Conseil de sécurité en 2019, qui articule l'approche axée sur les rescapés et appelle à une réponse multidimensionnelle et une compréhension plus globale des concepts de justice et de responsabilité, guide ainsi mes actions pour rendre la parole aux victimes, comprendre leurs besoins, et leur garantir une réponse adaptée.

Les survivantes ne représentent pas un groupe homogène. Elles ont des profils propres et leurs besoins varient. Dans ce cadre, le cas des enfants nés de viol est particulièrement préoccupant. Sans reconnaissance des violations initiales, nous retrouvons une transmission du préjudice et du déni de la dignité individuelle et des droits humains à travers les générations. Le Rapport spécial du Secrétaire général sur ce sujet, mandaté par la résolution 2467 et préparé par mon Bureau, a été l'occasion d'examiner et de consolider les connaissances et l'expérience des Nations Unies à ce jour.

Mon Mandat consiste à favoriser un environnement protecteur qui inhibe la violence sexuelle en premier lieu, et permet un signalement et une réponse en toute sécurité dans le cas où elle se produit. Nous devons convertir une culture séculaire d'impunité en une culture de responsabilité en donnant la priorité à la dissuasion et à la prévention à travers la justice et la poursuite des crimes.

La meilleure forme de protection est la prévention. Elle est à la fois le moteur et la clé de cet agenda pour éviter de réagir perpétuellement aux conséquences des violences sexuelles en l'absence d'une diplomatie préventive. Dans cet effort, mon Bureau et moi-même avons développé cette année un Cadre de prévention des violences sexuelles dans les conflits au niveau global.

Les engagements et les résolutions doivent désormais être respectés. L'indignation n'est pas suffisante, et l'inaction n'est pas une option.



Nouveaux défis, nouvelles réponses

PR. FRANÇOIS HEISBOURG

CONSEILLER SÉNIOR POUR L'EUROPE DE L'INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES,
MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

La guerre et ses horreurs évoluent avec le temps. Elle est un miroir sombre qui reflète l'évolution culturelle, politique et technologique plus large des sociétés humaines au fil du temps.

Au cours des trois décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide, la guerre a le plus souvent été menée par des acteurs non étatiques. Les guerres opposant les forces conventionnelles des États sont devenues l'exception. Al-Qaïda, DAËCH, Interahamwe, M23 ne sont que quelques-uns des groupes non étatiques qui se sont retrouvés sous les feux de la rampe, en raison de leur recours à l'ultra-violence pour atteindre leurs objectifs. Lorsque des États ont été impliqués, ils ont souvent opéré avec un mode mercenaire, en externalisant la violence : le groupe Wagner en est un exemple récent et flagrant. Que ce soit à titre de butin, de vengeance ou dans le cadre d'un projet de domination et d'extermination, la violence sexuelle a été et reste un élément clé des conflits de cette période.

Hélas, ces guerres sont loin d'être terminées.

La pire nouvelle, c'est que les guerres « classiques » d'État à État entre des armées relativement égales sont de retour, et avec une certaine vigueur. L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas seulement la plus grande guerre conventionnelle en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi une guerre idéologique et ethnocidaire, l'Ukraine n'étant pas considérée par le Kremlin comme un peuple, une nation ou un État. Les mêmes ingrédients que l'ultra-violence des guerres djihadistes ont combinés avec des niveaux de force et des technologies permettant des niveaux de destruction et de coercition d'une plus grande ampleur. Cette brochure contient des récits qui témoignent du niveau d'horreur. Aucune considération d'âge, de sexe ou de statut ne semble limiter la cruauté sexuelle affichée depuis le début de cette invasion le 24 février 2022.

« Aucune
considération
d'âge, de sexe
ou de statut ne
semble limiter la
cruauté sexuelle »

Pr. François Heisbourg

DES STRATÉGIES CONCRÈTES POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES SEXUELLES DANS LES CONFLITS



« *La réalité du terrain contraste avec cette prise de conscience mondiale.* »

Céline Bardet

Innover pour mieux répondre : le numérique au service des victimes de violence sexuelles liées aux conflits

CÉLINE BARDET

JURISTE INTERNATIONALE, FONDATRICE ET PRÉSIDENTE DE WE ARE NOT WEAPONS OF WAR, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

Les violences sexuelles en période de conflit, aussi désignées par l'appellation « viol de guerre », sont un phénomène intemporel et quasi endémique à tout conflit contemporain. Ces viols constituent des crimes. Aujourd'hui, ces violences sexuelles liées aux conflits peuvent représenter une stratégie politique et/ou militaire à part entière. Les conflits et les situations d'instabilité qui en découlent -route de migration, camps de réfugiés- entraînent alors une situation de non-droit où l'insécurité prévaut. Les victimes n'ont pas accès aux besoins médicaux et juridiques, le stigma et le trauma que le viol génère privent les survivant.e.s de voix et de réponses face aux crimes commis. De ce silence découle l'impunité, ce qui contribue à l'établissement d'une culture du viol, bien longtemps après la fin des conflits.

Malgré l'ampleur du phénomène, ces crimes sont relayés au second plan et restent largement impunis, faute de preuves mais surtout d'approches adéquates. En effet, même si ce phénomène est de plus en plus médiatisé, que la parole se libère, la réalité du terrain contraste avec cette prise de conscience mondiale puisque le viol de guerre ne diminue pas. De même qu'aucune base de données n'est disponible sur son ampleur, les auteurs de ces crimes, le nombre de victimes etc. Le viol de guerre pose de nombreux problèmes laissés sans réponses concrètes ; difficulté d'accès aux services, éléments de preuve non sauvegardés, réticences des victimes à venir se signaler à cause de la stigmatisation, du trauma, des structures et services inefficaces, des victimes qui peuvent être confrontées à leurs agresseurs lors du dépôt de plaintes etc.

Force de ces constats, WWoW s'intéresse particulièrement à l'utilisation de nouvelles technologies dans le but de mettre le numérique au service de l'intérêt public général et des victimes elles-mêmes. L'organisation a développé un site mobile sécurisé BackUp qui est le premier outil créé entièrement dédié à la question des violences sexuelles liées aux conflits. C'est un concept transversal construit autour de trois fonctions : a) Une Web application de signalement et d'identification destiné au survivant.e.s qui souhaitent signaler les crimes et être assisté.e.s par les relais locaux et internationaux (services médicaux, psychosociaux et judiciaires), aux proches qui souhaitent les signaler ; et aux témoins de ces crimes ; b) un BackOffice (outil d'analyse criminelle) qui

collecte, centralise et sécurise les données reçues pour être classifiées et analysées grâce à l'appui de l'intelligence artificielle et de la blockchain et c) une plateforme collaborative professionnelle tandem de la web- application mobile qui, par accès privé, permet de créer un réseau d'experts mobilisables rapidement.

La mutualisation et l'authentification des ressources collectées et partagées permettra à court-terme la création du premier Observatoire mondial des violences sexuelles liées aux conflits (OIVSC) qui n'existe pas jusqu'à maintenant. BackUp vise donc à assurer la préservation des preuves, renforcer les actions judiciaires, augmenter, faciliter et multiplier les capacités d'atteinte des victimes mais avant tout, de donner voix aux survivant.e.s du monde entier.



« Les conséquences sociales peuvent être également dramatiques »

Peter Maurer

Les actions doivent accompagner les mots

PETER MAURER

ANCIEN PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE,
MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

Le CICR est une organisation humanitaire neutre, indépendante et impartiale dont le travail vise à apporter protection et assistance pour les victimes des conflits armés et autres situations de violence.

Présent sur les lignes de front, le CICR continue de recevoir des témoignages poignants sur les effets dévastateurs des violences sexuelles. De l'impact physique, pouvant mettre en danger la vie-même des personnes, au lourd fardeau sur la santé mentale des individus, qui portent les cicatrices invisibles du traumatisme. Les conséquences sociales peuvent être également dramatiques. Quand la honte et la stigmatisation forcent les survivant.e.s à s'isoler par peur du rejet et des représailles, il s'agit alors d'une double peine.

La réponse du CICR place les survivant.e.s au centre. Elle est à l'intersection de trois approches qui se complètent et se renforcent mutuellement.

- Une approche opérationnelle intégrée et multidisciplinaire, pour répondre aux besoins variés des survivant(e)s, et qui vise également à promouvoir le respect du droit international, précisément dans le but de prévenir les violences sexuelles en premier lieu.
- Une approche légale, nourrie par la proximité opérationnelle du CICR avec les survivant.e.s, les auteurs, les parties au conflit et les autorités. Le Droit Humanitaire International (DHI) est plus que jamais pertinent : il interdit la violence sexuelle sous toutes ses formes dans les conflits armés. Le CICR est engagé dans l'interprétation du DHI, pour que ce dernier reflète la variété des expériences des personnes affectées, mais également dans son application au niveau national.
- Finalement, la diplomatie humanitaire du CICR vise à renforcer l'action humanitaire opérationnelle, ainsi que le développement et l'application du droit, en s'impliquant dans les plateformes diplomatiques.

Si 2019 a été une année de mobilisation remarquable dans la lutte contre les violences sexuelles, nos efforts communs demeurent plus que jamais nécessaires. La violence sexuelle est strictement interdite et elle est évitable. Les actions doivent accompagner les mots.



« Les survivant.e.s sont désormais à même de solliciter des réparations dans le cadre des procès pénaux »

TRIAL INTERNATIONAL

La contribution des ONG à la lutte contre l'impunité des violences sexuelles en conflit

PHILIP GRANT

DIRECTEUR DE TRIAL INTERNATIONAL, MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE STAND SPEAK RISE UP!

CHIARA GABRIELE

CONSEILLÈRE JURIDIQUE SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME GRANDS LACS DE TRIAL INTERNATIONAL

Depuis 25 ans, tribunaux internationaux et juridictions nationales rendent un nombre grandissant de verdicts dans des procès portant sur des cas de violences sexuelles en période de conflit. Ces affaires ne concernent qu'une infime partie des crimes commis, mais participent néanmoins d'un effort accru de la communauté internationale de tenter de rendre justice aux survivant.e.s de ces crimes.

De nombreuses ONG se sont investies de diverses manières dans de nombreuses procédures juridiques pour accompagner les survivant.e.s dans leur quête de justice. En Bosnie-Herzégovine (BiH) et en République Démocratique du Congo (RDC), l'ONG TRIAL International est active à leur côté depuis des années.

En BiH, de nombreuses avancées ont pu avoir lieu par le biais d'un plaidoyer en faveur de réformes législatives ou visant à ce que la poursuite des violences sexuelles soit mieux priorisée par les autorités de poursuites. De nombreux procès ont eu lieu. Les survivant.e.s sont désormais à même de solliciter des réparations dans le cadre des procès pénaux, sans avoir ultérieurement à ouvrir une procédure civile. Les acteurs judiciaires ont été sensibilisés et formés afin de lutter contre toute forme de stigmatisation dans le cadre des procédures en justice. Enfin, dernier développement en date : la reconnaissance, pour la première fois dans la région, du statut des enfants nés de viols comme victimes civiles de guerre.

En RDC, l'accès à la justice, s'avère hautement compliqué, mais l'intervention des acteurs de la société civile a permis de mettre en place une concertation de toutes les parties prenantes pour mieux accompagner les procès. Il en a notamment été ainsi dans le procès « Kavumu », une affaire concernant une quarantaine de jeunes filles âgées de 18 mois à 10 ans enlevées et violées par une milice régionale : 11 accusés y ont été condamnés à la prison à vie. Justice également pour les plus de 300 victimes du chef de milice

Kokodikoko, condamné à la perpétuité pour des actes de viol, d'esclavage sexuel et d'autres crimes infligés. Le jugement a retenu la responsabilité de l'État pour avoir failli à son obligation de protéger la population, et a octroyé des mesures de réhabilitations psychologique et médicale aux survivantes.

S'il reste encore tellement à faire, l'impact des efforts de plaidoyer, des enquêtes, des actions en justice et d'un accompagnement holistique cohérent, menés par de multiples acteurs de la société civile, contribue au développement d'une pratique qui porte une attention plus poussée et plus concrète aux besoins des survivant.e.s.

LE CHOC UKRAINIEN : LA CRUAUTÉ À NOS PORTES



« *L'ampleur réelle de ces crimes reste inconnue* »

Olena Suslova

Le corps des femmes ukrainiennes : un champ de bataille

IRYNA DOVHAN

SURVIVANTE, MEMBRE DE SEMA UKRAINE

OLENA SUSLOVA

ENSEIGNANTE, CHERCHEUSE, ACTIVISTE ET FONDATRICE DU WOMEN'S INFORMATION CONSULTATIVE CENTER

Je fais partie des femmes qui ont souffert de l'agression de la Fédération de Russie dans le Donbass depuis 2014. Nous sommes 20 survivantes dans le réseau SEMA. D'autres ont été tuées et enterrées. Et pendant que j'écris ces lignes, les militaires russes torturent et violent les femmes dans le territoire occupé du Donbass depuis près de 9 ans. L'ampleur réelle de ces crimes reste inconnue, car aucune des organisations internationales de défense des droits de l'Homme n'y avait réellement accès. Cependant, les zones libérées qui sont sous occupation depuis le début de l'invasion en février et mars 2022 ne nous laissent pas de place à l'optimisme.

Je tiens également à rappeler la situation des survivantes des violences sexuelles liées au conflit depuis 2014. Après avoir été libérées de leur captivité, ces femmes ont vécu toutes ces années sous la menace de la prochaine attaque russe. Beaucoup, sous cette menace, n'ont pas osé parler à voix haute de ce qu'elles avaient vécu, de leurs blessures psychologiques et physiques. Et celles qui, grâce au soutien de SEMA, ont quand même parlé n'ont jamais eu accès à la justice et souffrent d'un fort sentiment d'impunité. Ces femmes vivent constamment dans l'anxiété et le danger.

7 ans ont passé, mais je me souviens de chaque histoire comme si je venais de l'entendre. Il y a eu le viol d'une femme enceinte et toutes les grossesses suite aux viols, les injections de drogue qui ont entraîné une toxicomanie complète des victimes pendant les semaines de captivité, l'observation forcée, et les meurtres après les viols. Tout cela relève avant tout de l'humiliation, de l'abus, de la torture.

Entre la situation de 2014 et la situation actuelle, on constate plus de différences dans le modus operandi des crimes commis que de similitudes. Comme précédemment, les violences sont commises sous la menace d'une arme à feu à l'encontre des victimes.

Cependant, les similitudes s'arrêtent là et les différences commencent. La cruauté a atteint son paroxysme : des bébés aux personnes âgées, le viol sous diverses formes, les meurtres après le viol. En 2014, on a enregistré des cas

où des militants et des officiers russes ont mis fin à la violence, en 2022, certaines raisons permettent d'affirmer que les dirigeants - militaires et politiques - ne mettent pas fin à la violence, mais l'encouragent.

L'attitude à l'égard des faits de violences sexuelles a également changé de manière significative. Cela s'explique notamment par le nombre de cas découverts, en raison du fait de leur concentration dans les villages et donc plus visible pour la communauté, également par un basculement de la perception des violences sexuelles, qui est passée de « cachée et honteuse » pour la survivante à une aversion à l'encontre de l'agresseur et une profonde pitié pour les survivantes. On note également un changement d'attitude des autorités gouvernementales grâce à l'attention de la communauté internationale - Pramila Patten, Denis Mukwege, et d'autres.

Les personnes tuées et blessées pendant la guerre sont des héroïnes et des héros. Elles méritent le respect et le soutien. Nous devons tout faire pour qu'il en soit ainsi. Notre vulnérabilité doit devenir notre arme.



« Des
filiales et
des protocoles
doivent être
mis en place »

Dr Raphaël Pitti

Prise en charge médicale des victimes de violences sexuelles

DR RAPHAËL PITTI

ANESTHÉSISTE, RÉANIMATEUR, MÉDECIN HUMANITAIRE ET MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE STAND SPEAK RISE UP!

Les mobiles d'un viol peuvent être pluriels, de la femme objet dont on se sert pour assouvir des pulsions jusqu'au moyen de semer la terreur au sein d'une population. Le viol, synonyme de destruction ou d'avilissement à des fins de nettoyage ethnique, est ainsi une arme de répression, une arme de guerre. En tant que tel, cela constitue un crime de guerre, un crime contre l'humanité.

En effet, les victimes (femmes, hommes, enfants, personnes âgées) portent en elles un traumatisme physique et psychologique pouvant aller jusqu'à générer des modifications génétiques transmises aux générations futures : telle peut être la réponse au stress subi, tant l'acte est insupportable.

Les douleurs sont additionnelles, d'ordre physiques et psychiques, du fait même du viol et du deuil dans le cas de la perte d'un être cher. C'est pourquoi ces victimes sont appelées « les survivant.e.s. ».

La rapidité de l'identification et de la prise en charge de ces victimes de violences est déterminante dans la réussite des soins post-psychos traumatiques. Des filiales et des protocoles doivent être mis en place pour que les victimes puissent, en un même lieu, bénéficier des soins physiques, être prises en charge par une cellule psychologique dédiée et formée, obtenir la réponse aux besoins sociaux de base (sécurité, logement, nourriture, revenus) et pouvoir débiter une procédure judiciaire à l'encontre du ou des agresseurs. La médiatisation des différentes modalités de consultation est très importante, dans des lieux stratégiques comme les checkpoints, les centres d'accueil de réfugiés, aux aidants, et aussi plus largement sur internet et via les réseaux sociaux.

Un accent particulier est mis sur la formation des personnels médicaux et paramédicaux qui prendront en charge ces victimes pour un dépistage précoce, favorisé par un recueil de la confiance d'une manière empathique et respectueuse. Il s'agit en effet de contribuer à redonner toute dignité à ces survivant.e.s.



« Le chemin vers l'obtention d'un témoignage complet peut être long »

Miriam Lewin

De bonnes pratiques pour la prise en charge du témoignage des survivantes

MIRIAM LEWIN

SURVIVANTE, JOURNALISTE ET OMBUDSMAN ARGENTINE

L'approche du recueil du témoignage d'une survivante de violence sexuelle dans le contexte d'un conflit armé présente de multiples défis si l'on tient compte de la diversité sociale et culturelle et des ressources de résilience des femmes qui ont vécu l'enfer de la maltraitance. Certes, il n'y a pas de recette unique, et elle peut varier ou s'assouplir en fonction de la situation, mais il s'agit d'énoncer quelques règles, glanées dans ma double expérience de survivante et de journaliste.

La première étape cruciale pour la suite de l'entretien consiste à comprendre comment elle se perçoit : comme victime ou comme survivante ? La réponse va en dire long sur sa subjectivité, sur la manière dont elle a surmonté son agression. La compréhension du contexte historique au préalable est nécessaire, l'entretien va gagner en fluidité, mais surtout, il n'y a rien de plus bouleversant pour une victime que de devoir expliquer des circonstances qui, selon elle, devraient être connues de tous. La survivante doit pouvoir délivrer son témoignage dans un cadre calme et intime, sans être filmée ou enregistrée si cela n'est pas nécessaire.

Le chemin vers l'obtention d'un témoignage complet peut être long, ainsi, la patience est le maître mot de ce processus. Il convient de ne pas brusquer la personne interrogée, alors qu'elle garde pour elle des faits abordés dans des précédents entretiens, son comportement témoigne de la confiance qu'elle accorde ou non à celui qui recueille son témoignage.

Le souvenir amer de l'agression entraîne inévitablement un flot d'émotion qui doit être accompagné du silence et de l'empathie de celui qui reçoit le témoignage, dans cette situation, le recours à une aide professionnelle psychologique est envisageable. Aborder des détails douloureux du crime peut plonger la survivante dans un état de re-victimisation, il s'agit de ne pas les encourager, sauf si la personne interrogée en ressent le besoin pour rendre compte de la cruauté de ce qu'elle a subi.

Chaque témoignage est unique, le transmettre et le recevoir implique une forte charge émotionnelle susceptible de générer des réactions imprévues et contradictoires. Ainsi, une personne qui semble fermement convaincue d'avoir décidé de parler de son vécu lors d'un entretien peut se rétracter juste avant celui-ci pour diverses raisons qui sont siennes. Celles-ci doivent toutes être respectées. A chaque étape du processus de collecte d'information, la dignité des survivantes doit être préservée.



« *Briser le silence nous permet de guérir et profite à la société* »

Angela Escobar

La quête de réparation pour et par les survivantes

ANGELA ESCOBAR

SURVIVANTE, MEMBRE DE SEMA COLOMBIE, COORDINATRICE NATIONALE DE LA RED DE MUJERES VÍCTIMAS Y PROFESIONALES

Pour celles d'entre nous qui ont été victimes de violences sexuelles pendant les conflits armés, être au centre des décisions qui sont prises, et des actions qui sont mises en œuvre et qui nous concernent, n'est pas seulement un droit, c'est la seule possibilité de prévenir les pratiques sociales et institutionnelles qui nous ont stigmatisées. Pour moi, la centralité des victimes est une condition pour que la conception et la mise en œuvre des programmes de réparation prennent en compte nos besoins et nos propositions, et pour promouvoir les processus d'autonomisation afin que nous, les victimes, puissions nous représenter et parler d'un crime dont personne ne veut parler et que personne ne veut écouter. Comme l'a dit le Dr Mukwege, le silence des victimes ne profite qu'aux auteurs des crimes. Brisser le silence nous permet de guérir et profite à la société.

Je fais partie du Global Survivor Fund (ndlr : fonds mondial pour les victimes de violences sexuelles dans les conflits) parce que j'ai osé parler, d'abord de ce qu'on m'avait fait, et j'ai donc commencé à chercher la justice ; dans cette recherche, j'ai rencontré d'autres victimes, de mon pays et d'autres pays, et j'ai appris d'elles, et sans m'en rendre compte, j'ai commencé à défendre nos droits, ce qui inclut d'exiger que nos propositions de réparation soient prises en compte. C'est la centralité des victimes qui inspire le travail du Global Survivor Fund et qui est mise en œuvre par des projets dans plus de 20 pays.

Participer à ces espaces internationaux a été une autre expérience d'apprentissage, qui se reflète dans mon travail avec les victimes de violences sexuelles en Colombie. En 2019, j'ai été invitée à un événement en Corée du Sud qui nous a incitées à proposer des réparations précoces ; une proposition que nous avons initiée avec un groupe de 72 femmes autochtones qui ont décidé de dénoncer les violences sexuelles. Ces femmes ne savaient ni lire ni écrire, nous avons donc proposé un programme d'alphabétisation pour améliorer leur accès à la justice. En conséquence, les 72 victimes indigènes savent non seulement lire et écrire, mais elles ne sont plus stigmatisées par leur famille et leur communauté. Toutes participent activement à la justice et aux autres processus organisationnels et développent leur leadership.

À partir de cette expérience concrète et positive, nous avons réussi à obtenir que d'autres victimes d'identités différentes soutiennent la proposition de réparations précoces, et participent aux processus d'identification des conséquences et des impacts de ce crime sur leur santé physique, émotionnelle, sexuelle et reproductive. Pour la première fois dans mon pays, les victimes dirigent l'élaboration de propositions de réparations.

Nous avons appris ce qui devait être fait en matière de réparations, appliquons-le maintenant pour nous-mêmes.

LES ENFANTS NÉS DU VIOL DE GUERRE : VICTIMES TROP SOUVENT OUBLIÉES



« la majorité des victimes des violences sexuelles n'ont pas les moyens d'offrir à leurs enfants une instruction scolaire »

Sylvia Acan

L'importance de l'éducation dans la reconstruction des survivantes et de leurs enfants nés du viol

SYLVIA ACAN

SURVIVANTE, MEMBRE DU RÉSEAU SEMA OUGANDA, PRÉSIDENTE DE GOLDEN WOMEN VISION UGANDA

Cela fait plus de 20 ans que les rebelles terroristes et brutaux de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) ont cessé de commettre des atrocités dans le nord de l'Ouganda, mais ils ont laissé aux survivantes de leurs crimes des cicatrices qui ne peuvent être effacées.

Il est donc nécessaire de soutenir les survivantes de violences sexuelles. Il s'agit de les impliquer dans tous les projets soutenus afin qu'elles puissent s'exprimer et à leur tour apporter pleinement leur aide à leurs sœurs survivantes. Des soins médicaux doivent leur être apportés, certaines victimes ont reçu des balles qui sont devenues un poison pour leur corps. D'autres ont besoin de membres artificiels parce qu'elles ont été touchées par des mines pendant la guerre de LRA.

Les survivantes de Golden Women Vision en Ouganda voudraient remercier sincèrement Son Altesse Royale et Stand Speak Rise Up!, pour nous avoir sauvé la vie pendant la pandémie car vulnérables comme nous l'étions, nous pensions que nous n'allions pas survivre, trouver de la nourriture et du savon pour se protéger était un grand défi. Nous avons perdu deux vies parmi les membres de Golden Women Vision Uganda pendant la Covid-19. J'ai expliqué à Son Altesse Royale au téléphone avec beaucoup d'émotion que nous n'avions pas de quoi manger, même un morceau de savon était devenu très cher. Grâce à Elle, au projet de savon de Stand Speak Rise Up! et au don des bidons d'eau, nous avons pu aider les autres personnes vulnérables et nous avons sauvé des milliers de vies.

Je constate avec mon expérience de survivante que les victimes de la guerre et de la violence sexuelle sont toujours stigmatisées dans différentes

communautés. La plupart des survivantes de la guerre et des violences sexuelles ont passé la majeure partie de leur vie dans la jungle. Lorsque certaines d'entre elles sont revenues de captivité avec leurs enfants nés de viols commis par les rebelles, elles ont rencontré des difficultés pour répondre aux besoins de ces enfants. Quelques-uns ont commencé à aller à l'école grâce aux économies réalisées par le village dans le cadre du projet de fabrication de savon lancé par Stand Speak Rise Up!, mais la majorité des victimes des violences sexuelles n'ont pas les moyens d'offrir à leurs enfants une instruction scolaire.

Pourtant, ce sont ces enfants qui pourraient être nos héros et de grands penseurs susceptibles d'apporter un grand développement à nos pays et d'aider leurs mères à vieillir dans les meilleures conditions possibles.



« Nous voulons
une société solidaire
et inclusive, sans
violence, dans
laquelle l'état de
droit est respecté »

Ajna Jusić

Le statut des enfants nés du viol de guerre

AJNA JUSIĆ

PRÉSIDENTE DE FORGOTTEN CHILDREN OF WAR, MEMBRE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE
DE STAND SPEAK RISE UP!

Pendant la guerre d'agression en Bosnie-Herzégovine (BiH), entre 30 000 et 50 000 femmes, filles et hommes ont été violés. À la suite de ces crimes de guerre, des enfants sont nés. Ces enfants nés à cause de la guerre, dont je fais partie, sont souvent appelés « population cachée » car si les gens savaient dans quelles conditions nous étions nés, nous serions exposés à la stigmatisation et à la discrimination. Nous sommes toujours exposés à la condamnation sociale, y compris au rejet politique et juridique. C'est précisément pour cette raison que nos mères essaient judicieusement de cacher l'identité de nos pères, ce qui rend plus difficile la cartographie et le regroupement des enfants nés d'un viol dans un pays donné.

Afin de reconnaître et de respecter légalement et socialement les enfants nés de la guerre, nous contribuons, par le biais de l'activisme, du plaidoyer public, de la recherche, du travail en réseau et des arts, à l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination à l'encontre de cette catégorie sociale. Forgotten Children of War est une organisation mondiale en Bosnie-Herzégovine qui plaide pour la reconnaissance légale et sociale des enfants nés de la guerre en se basant sur les pratiques positives de la BiH. Nous voulons une société solidaire et inclusive, sans violence, dans laquelle l'état de droit est respecté.

Jusqu'ici, l'association a travaillé à la sensibilisation, à l'existence et aux problèmes rencontrés par les enfants nés de la guerre. En outre, grâce à notre travail, nous avons veillé à ce que dans le district de Brčko en Bosnie-Herzégovine, les enfants nés suite à un viol en temps de guerre constituent une catégorie de victimes civiles de la guerre légalement reconnue. En outre, il est nécessaire de s'assurer que les enfants bénéficient des droits et des avantages nécessaires, principalement en facilitant l'accès et le financement de leur éducation, ainsi que l'octroi d'avantages et de mesures de soutien face à l'emploi et au logement.

Il est aujourd'hui nécessaire de modifier le cadre juridique existant et les pratiques en vigueur lors d'appels d'offres publics afin de privilégier les enfants dont les mères ont survécu à des violences sexuelles en temps de guerre et d'offrir à cette catégorie des avantages en matière d'éducation,

d'emploi et de logement, comme c'est le cas pour les enfants d'autres catégories de victimes de guerre (par exemple les enfants de combattants tombés au combat et les invalides de guerre).

Actuellement, l'association travaille sur la reconnaissance légale de cette catégorie dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine, où le succès a déjà été atteint en juillet 2022 lorsque le gouvernement de la Fédération a adopté le projet de loi dans lequel les enfants nés du viol sont reconnus comme des victimes de la guerre. Après la Fédération, nos efforts et nos capacités seront dirigés vers la République de Srpska.

À l'avenir, outre l'inclusion sociale de cette catégorie, l'association travaillera à l'unification des solutions juridiques qui offriront des chances égales à chaque enfant, que sa mère bénéficie ou non du statut de victime civile de la guerre. Nous pensons que les enfants sont des individus indépendants qui ne doivent pas souffrir en plus de la discrimination à cause de laquelle, dans la plupart des cas, les mères et les survivantes n'ont pas le statut qui leur accorde les droits qui leur reviennent en tant que survivantes de la violence sexuelle en temps de guerre.

RECONQUÉRIR SA PLACE DANS LA SOCIÉTÉ GRÂCE À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE



« Ces revenus générés grâce aux micro-crédits, en plus des formations reçues, ont joué un rôle important dans l'autonomisation des femmes »

Armande Mahabi

Les bénéfices de la microfinance pour les survivantes

ARMANDE MAHABI

DOCTORANTE EN MICROFINANCE À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE BUKAVU, RDC

Les institutions financières locales, appelés Accumulating Savings and Credit Associations, (ASCAs) sont des programmes au sein du secteur de la microfinance facilitant l'inclusion financière des femmes, les survivantes des violences sexuelles en particulier, ainsi que l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit de groupes de 15 à 30 femmes volontaires, se réunissant chaque semaine pendant 12 mois afin d'épargner et emprunter les unes aux autres. Par le biais d'un processus d'épargne, le groupe accumule des fonds auprès de leurs membres et leur propose en retour des services de prêt en échange du versement d'intérêts qui constitueront un retour sur épargne à la fin du cycle.

Ces dernières années, les ASCAs ont gagné du terrain et suscité de l'intérêt dans la recherche scientifique et au-delà. Les résultats des études ne cessent de souligner les bénéfices sociaux et financiers de la participation des survivantes de violences sexuelles dans les ASCAs. De ce fait, l'accès à l'épargne et au crédit ont joué un rôle important dans l'accroissement de revenus facilitant la sécurité alimentaire, et la possession d'actifs (bétails, terrains, etc.). Ces revenus générés grâce aux micro-crédits, en plus des formations reçues, ont joué un rôle important dans l'autonomisation des femmes et l'amélioration des compétences entrepreneuriales. Ces changements ont ensuite entraîné des conséquences positives sur la considération et la place des femmes dans leurs ménages et leurs communautés.

En dépit de ces avantages, les groupes font face à certains défis impactant les capacités financières des femmes et de ce fait la performance des groupes. Ces défis sont liés aux chocs politiques, économiques, et environnementaux : changement climatique, faible pouvoir de négociation sur le marché, mouvements migratoires, et instabilité sociale. Il y a de ce fait un besoin de financement, de partage de savoir-faire et de recherches scientifiques afin que les actions mises en place pour surmonter ces obstacles soient effectives et pérennes.



« Le forum
a fait rêver
beaucoup de
mes sœurs »

Tatiana Mukanire

L'importance du soutien de Stand Speak Rise Up! aux survivantes

TATIANA MUKANIRE

SURVIVANTE, MEMBRE DE SEMA RDC, COORDINATRICE NATIONALE DU MOUVEMENT DES SURVIVANT.E.S EN RDC

Le respect, l'amour et la considération sauvent des vies. En 2004 je vois noir, le monde s'écroule autour de moi. Je refuse d'être prise en charge mais les douleurs sont intenses, ni l'alcool ni la drogue ne les apaisent.

Quand j'ai rencontré pour la première fois le Dr Denis Mukwege, j'avais oublié dans ma douleur et mon désarroi qu'il y avait encore sur cette Terre des humains qui gardent leur dignité et qui se sacrifient pour d'autres. Comment un homme peut-il réparer ce que d'autres hommes ont détruit avec tant de cruauté ? En 2018, notre lutte et notre douleur sont reconnues par l'obtention de son Prix Nobel de la Paix. Enfin, nos voix percent mais quelle considération ? Ne sommes-nous pas des figurantes dans des forums à qui l'on ne donne aucune considération ?

Lorsque je me présente au Luxembourg en 2019, je ne crois plus au combat, je ne crois plus au changement. Mais à mon arrivée je rencontre la Grande-Duchesse, embrassant toutes les dames, les larmes ont coulé sur mon visage. Une personne de son rang peut-elle être aussi sociable et engagée ? C'était le début d'une grande aventure et un changement dans ma propre perception de moi-même. La Grande-Duchesse a dit dans un de ses discours : « *le forum aujourd'hui n'est pas un aboutissement c'est une grande page qui s'ouvre dans la lutte contre les violences sexuelles* ». Ce n'étaient pas que des mots, les survivantes étaient au cœur de cette conférence, elles étaient présentes non pas en tant que spectatrices mais en tant qu'expertes.

Aujourd'hui nous arrivons à voir des avancées dans notre pays, la République Démocratique du Congo, suite à la détermination que nous avons pu tirer de Stand Speak Rise Up!. Ce forum a fait rêver beaucoup de mes sœurs et aujourd'hui nous nous battons pour atteindre nos rêves. Le forum venait répondre à plusieurs préoccupations des survivantes : la considération, le respect et l'intégration à tous les niveaux. Le respect crée la confiance et la force.

Quelques mois après le forum, le monde est bouleversé par la pandémie, l'espoir de résister à cet autre fléau est infime. Stand Speak Rise Up! est venu à nous pour aider les survivantes dans le besoin, du matériel de prévention a été distribué aux familles et à un hôpital de Kavumu.

Ensuite, 40 femmes de mon village ont débuté une activité d'agriculture et d'élevage. Dans le Sud-Kivu, les femmes ont contribué à l'économie du pays avec l'agriculture qui a soutenu plus de 100 autres familles grâce aux Mutuelles de Solidarité soutenues par Stand Speak Rise Up!.

Ce projet a renforcé l'engagement des femmes dans le développement. L'amour, le respect et la considération ont aidé des centaines des personnes à se relever, à se battre et à devenir des acteurs de changement. Merci à tous ceux qui contribuent directement à cette œuvre qui sauve des vies.

POUR SUIVRE LA LUTTE ET FAIRE ÉVOLUER LE REGARD DE LA SOCIÉTÉ



« Notre travail
et nos actions
ont permis la
prise de conscience
que le viol est une
atteinte à l'intégrité
sexuelle et un crime »

Elisabeth Nicoli

Le viol, de la dénonciation à la reconnaissance : un crime contre les femmes, un crime contre l'humanité.

ELISABETH NICOLI

AVOCATE, MILITANTE DU MLF, FONDATRICE DE L'ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE,
DIRECTRICE DES ÉDITIONS DES FEMMES

Avec le Mouvement de Libération des Femmes créé en 1968, le corps des femmes a émergé comme sujet politique. Nous, militantes du MLF-Psychanalyse et Politique et de l'Alliance des femmes pour la démocratie (AFD), avons compris et dénoncé très tôt que les violences envers les femmes, qu'elles soient réelles ou symboliques, étaient révélatrices de leur exclusion au cœur de nos démocraties. Notre travail et nos actions ont permis la prise de conscience que le viol est une atteinte à l'intégrité sexuelle et un crime.

Nous portant au secours de nos sœurs en danger, nous avons dénoncé l'aspect universel de la guerre qui leur est faite, en temps de paix comme en temps de conflit armé. À la suite des exactions commises par les Serbes en ex-Yougoslavie, il a fallu une mobilisation mondiale et solidaire, appuyée par l'AFD, pour que le droit international inscrive les viols massifs comme des crimes contre l'humanité. Cette reconnaissance n'a pas empêché la perpétuation de ces actes barbares, y compris dans les démocraties les plus avancées en matière de droits.

Nous avons tenté de comprendre les causes de ce gynocide en nous appuyant sur l'analyse d'Antoinette Fouque, co-fondatrice du MLF : l'envie de la capacité procréatrice des femmes, l'envie de l'utérus, au fondement de la violence structurelle de nos sociétés. Et l'ampleur du mouvement de libération, conjugué à ses acquis, a déclenché une protestation virile qui se déchaîne encore de nos jours, visible dans une économie phallique et narcissique qui tente d'entraîner l'humanité dans la destruction. Le scandale de la disparition d'une moitié de l'espèce humaine reste ignoré dans nos sociétés patriarcales fondées sur l'appropriation et l'exploitation du corps des femmes.

Mais nous savons également que les femmes, premières victimes de ces crimes, sont des survivantes et les actrices principales de la démocratisation, en lutte permanente pour la défense de leurs acquis et la conquête de nouveaux droits. Ce mouvement relayé par les jeunes générations est irréversible et l'espérance est au cœur de nos actions.



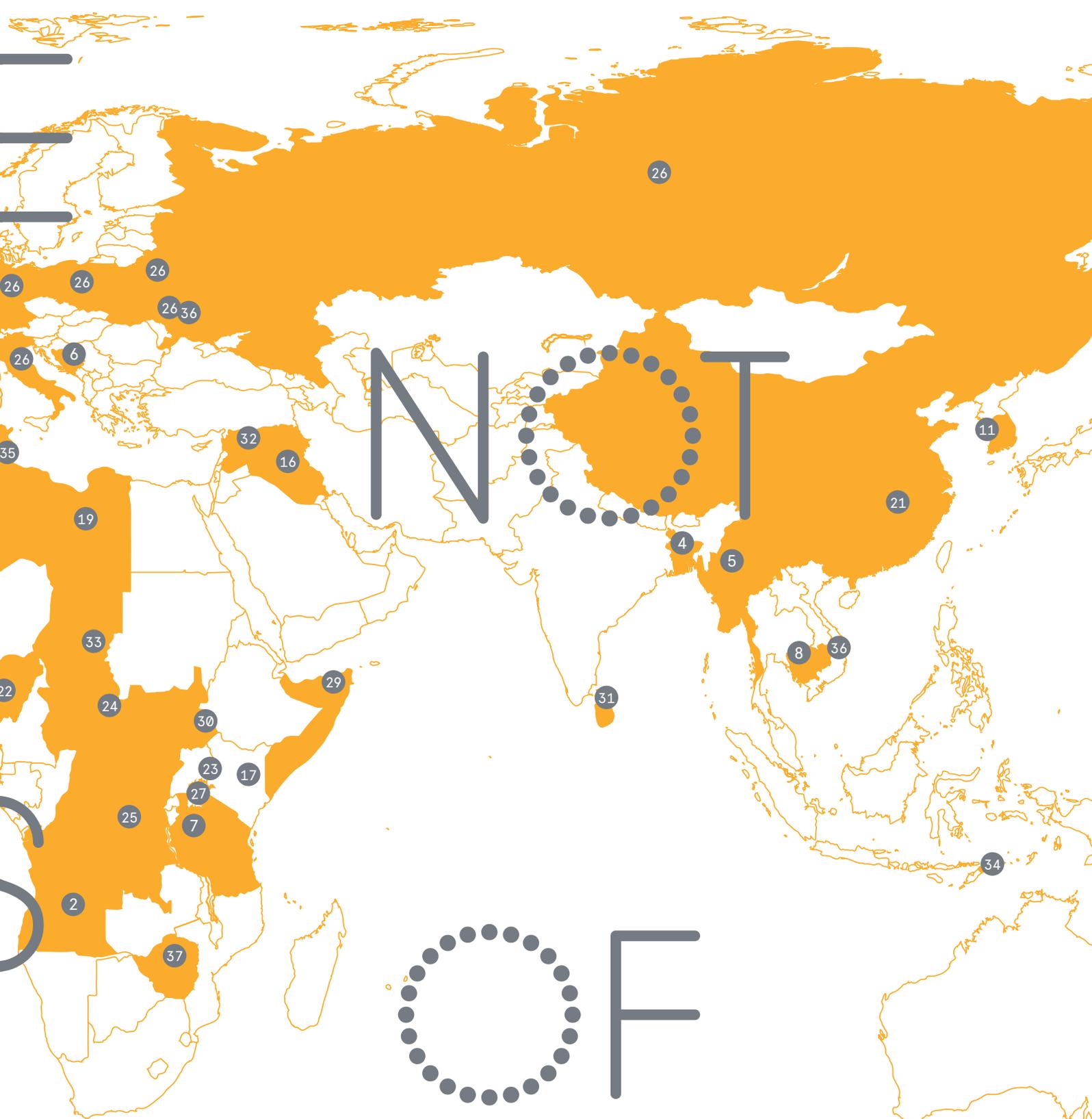


WE
ARE

WEAPONS

LE VIOL DE GUERRE DANS LES CONFLITS DU XX^e ET XXI^e SIÈCLES (Liste non exhaustive - 2017)

- | | | | |
|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|
| 1 Algérie 1991-2002 | 11 Corée du Sud 1937-1945 | 21 Nankin-Chine 1937-1938 | 26 Russie, Ita |
| 2 Angola 1975-2002 | 12 Côte d'Ivoire 2010-2011 | 22 Nigéria-Boko Haram | Etats-Uni |
| 3 Argentine 1976-1983 | 13 Espagne 1936-1939 | Depuis 2002 | Biélorussi |
| 4 Bangladesh 1971 | 14 Guatemala 1960-1996 | 23 Nord-Ouganda 1987-2006 | Seconde |
| 5 Birmanie Depuis 1948 | 15 Guinée Conakry 2009 | 24 République Centrafricaine | 27 Rwanda 1 |
| 6 Bosnie 1992-1995 | 16 Irak-Daech Depuis 2011 | 2011-2015 | 28 Sierra Le |
| 7 Burundi Depuis 2015 | 17 Kenya 2007-2008 | 25 République Démocratique | 29 Somalie D |
| 8 Cambodge 1975-1979 | 18 Liberia 1983-2003 | du Congo | 30 Soudan D |
| 9 Chili 1973-1990 | 19 Libye Depuis 2011 | Depuis 1996 | 31 Sri Lanka |
| 10 Colombie Depuis 1964 | 20 Mali 2012 | | 32 Syrie Dep |



1 **Allemagne, France, Pologne, République tchèque et Ukraine**
 2 **Libye**
 3 **Yugoslavie**
 4 **Indonésie**
 5 **Indonésie**
 6 **Indonésie**
 7 **Libye**
 8 **Indonésie**
 9 **Indonésie**
 10 **Indonésie**
 11 **Indonésie**
 12 **Indonésie**
 13 **Indonésie**
 14 **Indonésie**
 15 **Indonésie**
 16 **Indonésie**
 17 **Indonésie**
 18 **Indonésie**
 19 **Indonésie**
 20 **Indonésie**
 21 **Indonésie**
 22 **Indonésie**
 23 **Indonésie**
 24 **Indonésie**
 25 **Indonésie**
 26 **Indonésie**
 27 **Indonésie**
 28 **Indonésie**
 29 **Indonésie**
 30 **Indonésie**
 31 **Indonésie**
 32 **Indonésie**
 33 **Indonésie**
 34 **Indonésie**
 35 **Indonésie**
 36 **Indonésie**
 37 **Indonésie**
 38 **Indonésie**

- 33 Tchad 1982-1990
- 34 Timor Oriental 1990-1999
- 35 Tunisie 1989-2011
- 36 Ukraine depuis 2014
- 37 Vietnam 1963-1975
- 38 Zimbabwe 2008

WAR

NOS INTERVENANTS



S.A.R. LA GRANDE-DUCHESSE MARIA TERESA DE LUXEMBOURG

Depuis son mariage en 1981, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg se consacre aux problématiques sociales et humanitaires. Elle concrétise notamment son engagement pour la défense des droits des femmes et des jeunes filles en créant en 2019 un forum international pour mettre fin aux violences sexuelles dans les zones sensibles, duquel naît l'association Stand Speak Rise Up!. En 2021, son combat inlassable est récompensé par la nomination en tant que "Global Champion for the Fight Against Sexual Violence in Conflict" par les Nations Unies. Ce prix ne fait qu'augmenter sa détermination à poursuivre la lutte pour la dignité de toutes les survivantes.



DR DENIS MUKWEGE

Lauréat du prix Nobel de la paix 2018, le Dr Denis Mukwege est un chirurgien gynécologue de renommée internationale. Il soigne quotidiennement des survivantes de violences sexuelles à l'Hôpital de Panzi qu'il a créé en 1999, constatant l'ampleur des conséquences du viol de guerre en République Démocratique du Congo.



PRAMILA PATTEN

Pramila Patten est nommée Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les violences sexuelles dans les conflits en 2017. Cette nouvelle mission fait résonance à son parcours au sein des institutions onusiennes où elle s'est investie depuis le début de sa carrière dans la lutte pour les droits des femmes.



CÉLINE BARDET

Juriste internationale ayant débuté sa carrière au Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Céline Bardet est experte des crimes de guerre. Devant le manque de réponses adéquates aux violences sexuelles, elle crée l'ONG We are NOT Weapons of War pour lutter contre l'impunité et fournir aux victimes un nécessaire accès aux soins.



PR FRANÇOIS HEISBOURG

Conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris, et conseiller général pour l'Europe à l'Institut international d'études stratégiques (IISS) à Londres, François Heisbourg est spécialiste de la défense et de la sécurité nationale. Après avoir dirigé et présidé l'IISS, il a conseillé les présidents Sarkozy, Hollande et Macron.

NOS LEADERS DE TERRAIN



TATIANA MUKANIRE

Tatiana Mukanire est coordinatrice du Mouvement des Survivant.e.s de violences sexuelles en RDC, avec qui elle met en place les projets de Stand Speak Rise Up! sur le terrain et membre du réseau de survivantes SEMA.

Après avoir été soignée par le Dr Mukwege, elle décide de s'engager pour porter la voix des survivantes sur la scène internationale.



OLENA SUSLOVA

Enseignante, chercheuse et activiste, Olena Suslova porte le projet d'urgence mis en place par Stand Speak Rise Up! en Ukraine. Elle fonde en 1995 le Women's Information Consultative Center pour défendre les droits des femmes ukrainiennes. Son organisation vient aujourd'hui en aide aux femmes victimes de violences sexuelles liées au conflit.



AJNA JUSIC

Présidente de l'association Forgotten Children of War, psychologue et activiste, Ajna Jusic met en place les projets que soutient Stand Speak Rise Up! sur le terrain au profit des enfants nés du viol de guerre.

Née en 1993 en Bosnie, Ajna est l'une d'entre eux. Quand elle apprend la vérité sur son identité, elle décide de lutter pour les droits de ces enfants oubliés.



SYLVIA ACAN

Sylvia Acan, présidente de l'association Golden Women Vision Uganda, est porteuse du projet que Stand Speak Rise Up! met en place en Ouganda.

Après avoir donné naissance à un enfant né d'un viol lorsqu'elle était retenue captive, elle décide de venir en aide aux femmes ayant subi le même sort qu'elle en créant sa propre association.



EKHLAS BAJOO

Née dans un village Yézidi en Irak, Ekhlal Khudhur Bajoo avait 14 ans lorsqu'elle a été enlevée par les rebelles de l'Etat Islamique et contrainte à l'esclavage sexuel pendant six mois, jusqu'à ce qu'elle arrive à s'échapper. Aujourd'hui réfugiée en Allemagne, Ekhlal étudie le droit afin de poursuivre son rêve de devenir avocate. Cette jeune femme lutte quotidiennement pour les droits des femmes et des minorités, et notamment pour la reconnaissance internationale du génocide Yézidi commis par l'Etat Islamique.

NOS GÉNÉREUX DONATEURS DE LOTS

UN GRAND MERCI À NOS GÉNÉREUX DONATEURS
POUR LES LOTS DE LA VENTE AUX ENCHÈRES.



CHATEAU HAUT-BRION



CHATEAU LES CROSTES



HERMÈS
PARIS



Hennessy

Dom Pérignon



CHATEAU
DE BOURGLINSTER



DOMAINE
DU MAS
NOTRE DAME

GUERLAIN
PARIS

RIMOWA



Nicolas Duchêne



SCHROEDER
JOAILLIERS
1877



BIL
1856
BANQUE
INTERNATIONALE
À LUXEMBOURG

SON ALTESSE
ROYALE LA
GRANDE-DUCHESSE



HÔTEL DU PALAIS
BIARRITZ



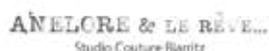
LEA LINSTER



MARSAN
Alfred Duran

STÉPHANE BERN

PABLO ELIZAGA



ANELORE & LE RÉVEIL
Studio Couture Biarritz

IGNACIO GOITIA

Club & Spa Impérial Biarritz
Hôtel du Palais





Stand Speak
Rise Up

Stand Speak

Stand Speak

Rise Up

Stand Speak

Stand Speak



Stand Rise Speak Up



UNE INITIATIVE DE SON
ALTESSE ROYALE
LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG



POUR NOUS AIDER

Vous pouvez soutenir les survivantes en participant à notre cagnotte en ligne en scannant le code QR :



Ou directement via les coordonnées bancaires de l'association
IBAN : LU42 1111 7233 4516 0000 - BIC / SWIFT : CCPLLULL

CONTACT

8, an der Sang 7739 Colmar-Berg, Luxembourg
(+352) 31 70 31 33 - followup@standspeakriseup.lu
standspeakriseup.lu